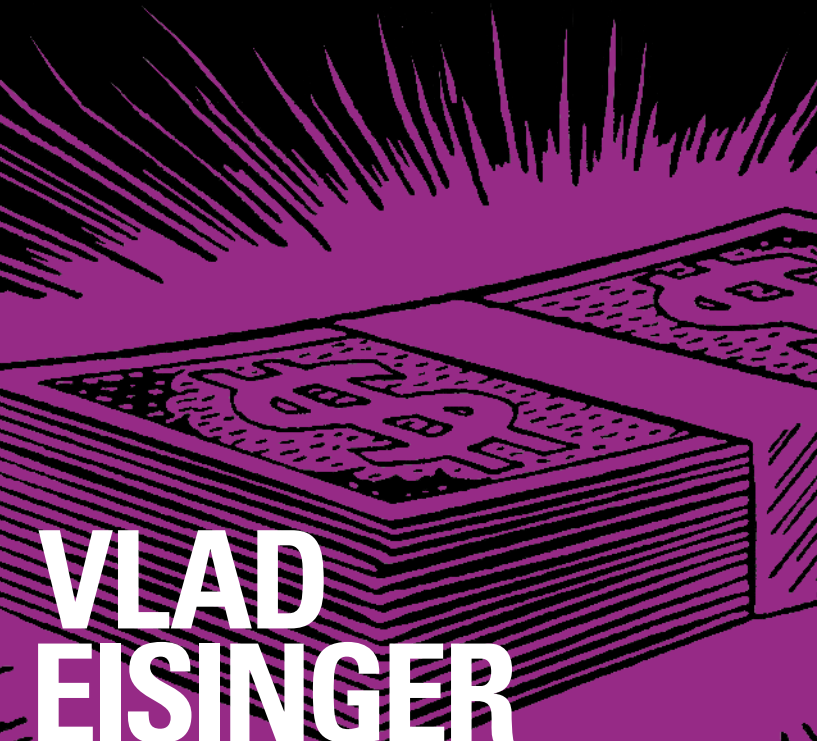


folio
POLICIER



**VLAD
EISINGER**

**Du rifi
à Wall Street**

FOLIO POLICIER

Vlad Eisinger

Du rififi à Wall Street

*Traduit de l'anglais (États-Unis)
et présenté par Antoine Bello*

Gallimard

En page 118 est repris, avec l'aimable autorisation des Éditions Robert Laffont, un extrait du roman de Tom Wolfe *Le bûcher des vanités*, traduction de Benjamin Legrand, Robert Laffont, collection «Pavillon», 1999.

En pages 141 et 142 est repris, avec l'aimable autorisation des Éditions Omnibus, un extrait du texte de Raymond Chandler «Simple comme le crime», figurant dans *Les ennuis c'est mon problème*, traduction de Jean Bailhache, Omnibus, 2009.

© Éditions Gallimard, 2020.

Couverture : D'après photo © CSA Images / Getty Images.

Avant-propos

Par Antoine Bello

J'ai fait la connaissance de Vlad Eisinger en 2012, alors que nous enquêtons tous les deux sur le négoce de polices d'assurance-vie, sujet obscur auquel nous finirions chacun par consacrer un roman. Après une première carrière de journaliste, Vlad s'était établi écrivain à plein temps. Malgré l'indifférence de la critique et des ventes qu'il était le premier à qualifier de médiocres, il était animé du feu sacré de la littérature. Ni l'échec ni la besogne ne lui faisaient peur.

Nous sommes restés quelque temps en contact, avant de nous perdre de vue. Vlad vit en Floride et ne vient jamais à New York, où j'habite. Le rythme d'un roman par an auquel nous sommes tous deux habitués nous laisse de toute façon peu de loisirs.

Aussi fus-je fort surpris de recevoir un jour de septembre 2018 le texte qu'on va lire. Il arriva dans ma boîte aux lettres électronique, sans un mot d'accompagnement. Seule l'adresse trahissait son expéditeur.

Je ne fus pas long à comprendre qu'il s'agissait

d'un manuscrit inachevé. J'écrivis à Vlad pour dissiper la possibilité d'une erreur. Peine perdue. Je retrouvai sa carte de visite et appelai son domicile, sans plus de succès. Une recherche sur Google m'apprit qu'il avait été porté disparu trois jours plus tôt par son agente, une certaine Sharon Finkelstein. La police prenait l'affaire très au sérieux, l'intéressé ayant prétendu avoir échappé à plusieurs tentatives d'assassinat au cours des semaines précédentes.

Je parvins, en recoupant ces diverses informations, à trois conclusions. Bien que Vlad ne fût pas mort (qui sinon m'aurait fait parvenir son manuscrit ?), qu'on le crût tel l'arrangeait. Il ne finirait pas le livre qu'il avait commencé, mais souhaitait tout de même que celui-ci fût publié. Et enfin, il m'avait choisi pour être son exécuteur littéraire.

J'ai essayé, par amitié, de me conformer à tous ses vœux. Je n'ai pas coopéré avec la police. J'ai donné un titre à son manuscrit et l'ai fait paraître des deux côtés de l'Atlantique. Et j'aime à croire que j'ai exaucé un souhait inavoué en spéculant, à la fin de ce recueil, sur les raisons qui ont poussé l'un des auteurs les plus doués de sa génération à tourner brutalement le dos à l'écriture, en laissant inachevé son dernier, et peut-être son plus audacieux roman.

Il faut me croire.

Je sais : venant d'un écrivain, ma supplique peut prêter à sourire. Pourtant, je vous promets que le récit que vous vous apprêtez à lire ne sort pas de mon imagination. La seule chose qui m'empêche de le qualifier de rigoureusement authentique est que j'ai changé les noms des protagonistes et déplacé l'action dans des contrées où mes modèles n'ont jamais mis les pieds. N'y voyez pas une forme de coquetterie ou le souci de me conformer à je ne sais quelle théorie littéraire. Non, mes raisons sont bien plus prosaïques : je joue ma peau.

J'ai publié une dizaine de livres dans ma vie. Chacun contenait son lot de défauts, qui m'ont coûté plus ou moins cher. Trop occupés à pointer la construction mécanique du *Sosie et son double*, les critiques sont passés à côté de la subtilité de l'intrigue ; les dialogues ampoulés de *Passager clandestin* ont rebuté mon lectorat ; et avec un sujet moins rébarbatif, *Roman américain* aurait peut-être pu prétendre à un prix littéraire. Ces contrariétés qui,

sur le moment, m'ôtèrent le sommeil, me paraissent aujourd'hui bien futiles. Car l'enjeu ici est autrement plus grave : un pas de travers, une date ou une épithète révélatrices, et mes poursuivants m'écrabouilleront comme un cloporte.

Vous pensez que j'exagère, que j'essaie de vous appâter avec une histoire abracadabrante ou de susciter votre sympathie en me dessinant une cible dans le dos. Nullement. Tout ce que je vais vous raconter est vrai, sinon dans la lettre, au moins dans l'esprit.

Ah, une dernière remarque : lire les pages qui suivent en doutant de leur sincérité n'aurait aucun sens. Accordez-moi votre confiance ou passez votre chemin.

Tout commença, un soir de février, par un coup de fil de mon agente, Lori Jacobson. Il était 19 heures. Après une journée de travail harassante, je cherchais sur Netflix un nanar bollywoodien pour accompagner mes nouilles instantanées.

Certaines voix racontent l'histoire de leur propriétaire. Avant même de poser les yeux sur Lori, il était possible d'en établir un portrait relativement juste sur la seule base de son empreinte sonore. Juive ashkénaze, elle avait grandi dans le Queens, au sein d'une famille nombreuse où l'attention se conquérait à coups de décibels. La soixantaine, elle fumait trop, buvait sec et changeait de trottoir plutôt que de passer devant une salle de sport. Elle tenait la moitié de l'humanité pour des *schlemiel* (en yiddish, celui qui renverse systématiquement sa soupe) et l'autre pour des *gonif*, autrement dit des brigands. En tendant un peu mieux l'oreille, on pouvait, sans trop prendre de risques, conjecturer qu'elle était célibataire et que l'exemple de son

neveu Zohar, qu'elle avait surnommé une bonne fois pour toutes le *nudnik* (« le benêt »), avait douché à jamais ses velléités de maternité.

Soucieux de préserver mes tympans, je décrochai en tenant le combiné à bout de bras.

— Allô ! aboya Lori.

— À qui ai-je l'honneur ? répondis-je d'un ton exagérément courtois.

— Bon sang, tu as attrapé une extinction de voix ou quoi ? Je t'entends à peine.

— J'ai mis le haut-parleur, mentis-je en parcourant la distribution de *Coups de feu sur Mumbai*, en quête d'un visage familier.

— Enlève-le : j'ai des nouvelles.

J'avais réduit ma sélection à trois films. Le plus court durait quatre heures dix. On pouvait dire ce qu'on voulait des Indiens, ils prenaient le cinéma au sérieux.

— Ça ne peut pas attendre demain ? lançai-je sans trop d'espoir.

— Mais si, bien sûr, ironisa-t-elle. Pardonne-moi de t'avoir dérangé. Tu étais peut-être en train d'optimiser tes placements avec ta fiscaliste ou de calculer tes chances de gagner la supercagnotte du Loto. À condition, naturellement, que tu aies encore les moyens d'acheter un billet...

Je refermai mon ordinateur en soupirant. J'avais appris depuis longtemps que céder à Lori était la seule façon de se débarrasser d'elle.

— Je t'écoute.

— Le groupe Black, tu connais ?

— Comme tout le monde : une boîte de télécommunications du Midwest qui a grossi par acquisitions...

— Tout juste. Figure-toi que je viens de raccrocher d'avec Kristin Kelley, leur directrice des relations publiques. Elle te propose d'écrire l'histoire de l'entreprise.

— Tu plaisantes ? dis-je en me levant pour éteindre le feu sous la bouilloire. Pourquoi moi ?

— Peut-être parce que les romanciers capables de lire un bilan comptable ne courent pas les rues.

— Enfin, tu sais bien que je ne travaille pas sur commande.

— Tu ne *travillais* par sur commande, nuance. Si tu voulais choisir tes sujets, tu aurais dû naître avec une cuillère d'argent dans la bouche comme Crichton ou Ludlum.

— Tu veux dire Proust ou Flaubert ?

— C'est ça, mon poussin, fais le malin. Kenneth Tar, le patron de Kelley, veut te rencontrer demain dans le Tennessee. Son jet privé passera te prendre à l'aéroport de Fort Walton à 9 heures.

— Attends, tu as accepté le rendez-vous sans me demander mon avis ?

— Tu me remercieras plus tard. Dois-je te rappeler à quel point tu as besoin de ce job ?

— Non, dis-je d'un ton plus penaud que je n'aurais souhaité.

— J'ignore ce que ces deux-là voient en toi, mais ne t'avise pas de les décevoir si tu tiens à rester dans mon écurie. Depuis quelques années, tu es devenu un putain de fardeau, Vlad. J'en ai marre

de te voir gâcher toutes les opportunités que je te déniche. Que tu te croies plus beau que tu n'es, c'est ton problème, mais je ne le laisserai pas devenir le mien. C'est clair ?

— Très clair, acquiesçai-je, d'autant moins enclin à la contredire qu'elle avait grosso modo raison.

— Contente que nous soyons sur la même longueur d'onde. Et tweete davantage, bon Dieu, on jurerait que tu n'as rien à dire.

— C'est que je suis écrivain, pas bateleur de foire.

— Alors, poste de fausses critiques à ta gloire sur Goodreads. Prends exemple sur Dan Brown, il paraît qu'il ne laisse à personne d'autre le soin d'écrire les siennes.

J'ai conscience que cette scène d'ouverture ne me montre pas exactement à mon avantage (n'est-ce pas du reste la meilleure preuve de sa sincérité?). Mais je n'ai pas toujours été la lavette qui vient de s'aplatir devant son agente. Fut un temps, pas si lointain, où le nom de Vlad Eisinger inspirait un peu de respect dans la communauté des gens de lettres.

J'ai passé la première moitié des années 90 à étudier la littérature comparée à l'Université de Columbia, rêvant, comme la plupart de mes condisciples, de devenir écrivain et d'accoucher un jour du Grand Roman Américain. La partie n'était pas gagnée d'avance, car mes premières tentatives littéraires ne valaient pas tripette. Que je m'essaie à la poésie ou au théâtre, au roman ou à la nouvelle, je ne réussissais qu'à produire des exercices de style boursoufflés et des dispositifs fumeux tournant à vide. À ma décharge, je ne connaissais rien à l'existence. J'avais peu aimé (ou disons, pour être exact, que mes sentiments avaient rarement été payés de

retour) et encore moins voyagé. La misère, le deuil, la maladie, bref tous les sujets constituant la toile de fond des œuvres que j'admirais, m'avaient été épargnés. Bien que gentiment dysfonctionnelle, ma famille (des immigrants autrichiens arrivés à New York dans les années 30) ne comptait dans ses rangs aucun spécimen particulièrement digne d'être porté à la connaissance du public. Les secrets les plus lourds du clan Eisinger tenaient à la nuance exacte de la teinture de son patriarche Yegor (« Aile de corbeau » de Schwarzkopf ou « Encre de Chine » de Clairol ?) ou à l'origine de la broche en forme de note de musique qui ne quittait jamais le corsage de ma tante Olga.

Pour élargir mes horizons, j'avais choisi, à l'issue de mes études, de devenir reporter, sur les traces de Wolfe, Hemingway ou Mailer. Après un court passage au service des nécrologies du *New York Times*, je rejoignis le *Wall Street Journal* en 1997. Pas encore le premier quotidien du pays (il le deviendrait dix ans plus tard en délogeant *USA Today* de son piédestal), le titre appartenait alors à la discrète famille Bancroft. La confiance sans faille de nos actionnaires, couplée à d'énormes moyens financiers, nous permettait d'exercer notre métier à l'abri des pressions qui minent habituellement les organes de presse.

Je fis ainsi partie de l'équipe qui enquêta sur le groupe énergétique Enron. Notre correspondant à Dallas avait été le premier à concevoir des doutes sur les comptes extraordinairement opaques de cette star de la cote. Il n'en fallut pas plus pour

que notre rédacteur en chef déclenchât une investigation digne de l'opération Overlord. Tandis que nos experts épluchaient les notes de bas de page des rapports trimestriels d'Enron, nous recueillions en sous-main des dizaines de témoignages internes. Chaque chiffre, chaque anecdote devaient être corroborés par au moins deux sources pour être versés au dossier. Sentant la nasse se resserrer, les responsables d'Enron se mirent à commettre des erreurs. Le président, Kenneth Lay, vendit ainsi pour plus de 100 millions de dollars d'actions du groupe, alors même qu'il encourageait ses employés à en farcir leurs plans d'épargne-retraite. Le directeur général, Jeff Skilling, prit encore moins de gants avec un analyste financier qui lui faisait remarquer pendant une conférence téléphonique qu'Enron était la seule entreprise cotée à ne pas communiquer de bilans trimestriels. « Merci Ducon¹ », lui répondit sèchement Skilling.

Durant l'été 2001, nous publiâmes une série d'articles révélant les pratiques frauduleuses d'Enron. Nos concurrents nous emboîtèrent aussitôt le pas, apportant quotidiennement de nouveaux détails à ce qui serait bientôt connu comme le plus important scandale comptable du XX^e siècle. Du jour au lendemain, Wall Street réalisa que le groupe, qui était valorisé à 70 milliards de dollars, ployait littéralement sous les dettes. On s'aperçut, pour ne rien arranger, que les activités traditionnelles, comme le trading de gaz naturel, ne devaient leur rentabilité

1. « *Thanks, asshole.* » (NdT)

qu'à des artifices comptables et ne généraient pas la moitié du cash annoncé. Les investisseurs, vexés d'avoir été pris si longtemps pour des truffes, se ruèrent vers la sortie. En décembre, Enron déposa son bilan, entraînant dans sa chute Arthur Andersen, le cabinet d'audit qui certifiait ses comptes.

Pour l'écrivain en herbe que j'étais, Enron était un don du ciel, un précipité de toutes les tares de l'Amérique moderne : comment des dirigeants cupides et sans scrupules avaient roulé dans la farine les investisseurs soi-disant les plus sophistiqués de la planète, avec la bénédiction du plus prestigieux cabinet d'audit de la place. Personne ne sortait grandi de cette histoire, ni la classe politique qui avait reçu des millions de dollars de la part d'Enron pour prix de sa souplesse législative, ni Alan Greenspan, le président de la Federal Reserve Board, qui accepta le Enron Prize for Distinguished Public Service dix-neuf jours à peine avant la faillite de l'entreprise. Je me demandais avec gourmandise ce que Dos Passos ou Steinbeck auraient fait d'une telle manne.

L'effondrement de la bulle internet nous fournit bien d'autres sujets : la débâcle de Webvan, la cavalerie effrénée de Bernard Ebbers à la tête de WorldCom ou les inénarrables frais de représentation de Dennis Kozlowski chez Tyco. Ces affaires, pour divertissantes qu'elles soient, n'étaient toutefois pas les plus intéressantes. J'appris bien davantage en enquêtant sur les infections nosocomiales (responsables de 100 000 morts par an rien qu'aux États-Unis) ou sur les obligations des constructeurs

automobiles envers leurs retraités. Ce dernier dossier, en particulier, me fit toucher du doigt les dangers qui menacent même – et peut-être surtout – les journalistes les plus vertueux.

Comme tous les grands groupes, General Motors, Ford et Chrysler sont tenus de constituer des réserves pour faire face au paiement des futures retraites de leurs employés. Ces réserves sont investies en actions et en obligations, et, à l'occasion, dans des supports plus exotiques comme des gisements de matières premières ou des parts de sociétés non cotées. Naturellement, quand la bonne conjoncture boursière gonfle les portefeuilles, ces entreprises ont tendance à surseoir à leurs versements annuels, préférant récompenser *maintenant* leurs actionnaires sous la forme de copieux dividendes qu'assurer la sécurité financière d'ouvriers qui ne partiront pas à la retraite avant vingt ou trente ans. Ils ne se montrent malheureusement pas plus disciplinés en période de vaches maigres, mobilisant au contraire toutes leurs ressources pour continuer à investir et réduire les coûts. Bref, ce n'est jamais le moment de remplir la cagnotte et le déficit combiné des trois géants de Détroit atteint des profondeurs abyssales.

Je n'étais pas le premier à m'intéresser au sujet, mais j'étais apparemment un peu moins crédule que mes prédécesseurs. La comptabilité d'un fonds de pension repose sur une foule d'hypothèses : combien l'entreprise aura-t-elle d'employés dans un quart de siècle ? Combien d'années vivront en moyenne les retraités ? Quel rendement attendre

d'un portefeuille diversifié? Et cetera, et cetera. À toutes ces questions, je découvris que les constructeurs retenaient systématiquement la réponse la plus optimiste. Eux qui licenciaient à tour de bras depuis vingt ans prévoyaient miraculeusement de se remettre à embaucher, à des salaires, de surcroît, étonnamment généreux. Les placements rapporteraient du 8 % l'an, quand les chiffres couramment admis dans la gestion d'actifs tournaient plutôt autour de 6 ou 7 %. Pris séparément, les écarts pouvaient sembler minimes ; combinés sur une longue période, ils peignaient un tableau mirifique, totalement déconnecté de la réalité. Sans même intégrer le moindre scénario-catastrophe, je calculai que General Motors, Ford et Chrysler devraient débloquer immédiatement plus de 30 milliards de dollars pour tenir les promesses qu'ils avaient contractées envers leurs salariés. En août 2006, mon rédacteur en chef donna son feu vert à la publication d'un premier article, en me conseillant de me préparer à une bataille de tranchées.

Il ne croyait pas si bien dire. Mes adversaires s'attachèrent sans tarder les services d'une agence de relations publiques, qui entreprit de discréditer mon travail. J'étais jeune, je n'avais aucune formation en finance et mon seul mémoire universitaire connu portait sur le *Marelle* de Julio Cortázar. Sur-tout, mes arguments témoignaient d'un curieux manque de patriotisme : la reprise des embauches à Détroit n'était-elle pas le vœu de tous les Américains? Quant à envisager, comme je le faisais, que la part de marché des constructeurs japonais dépasse

un jour celle des champions nationaux, c'était la marque d'un esprit singulièrement mal tourné.

Je ne me laissai pas faire, distillant au cours des semaines qui suivirent un chapelet d'informations qui semèrent la panique chez mes interlocuteurs. Le patron du fonds de pension de General Motors souscrivait à un plan de retraite individuel, car il n'avait pas confiance dans celui qu'il dirigeait. Les enfants d'un leader syndical avaient bénéficié, de la part de Ford, de prêts étudiants inespérés, dont ils n'avaient jamais remboursé le premier centime. Plus mes adversaires me traînaient dans la boue et plus je portais le fer profondément dans la plaie.

Sans que j'y prenne garde, la joute avait changé de nature. Je me battais désormais moins pour faire triompher la vérité – encore que nous n'ayons imprimé aucune information que je n'eusse personnellement vérifiée – que pour mon honneur. Je voulais avoir le dernier mot, montrer qu'à ce petit jeu Vlad Eisinger n'était pas le plus maladroit. Quand il s'en rendit compte, mon patron me força à partir en vacances et confia mon histoire à un collègue plus diplomate. Je fus nommé pour le prix Pulitzer dans la catégorie « Journalisme d'investigation » et, bien que la récompense m'échappât, promu au titre envié de *senior reporter*, qui me donnait une liberté accrue dans le choix de mes sujets.

C'est au moment où tout me souriait que je décidai de changer de vie. J'avais espéré à ma sortie de Columbia pouvoir concilier mon travail et l'écriture de fiction. Vœu pieux. Un journal est un paquebot impérieux, qui se moque des plans de son

équipage. Entre les déplacements, les conférences de rédaction et les entrevues avec mes sources, je n'avais que rarement devant moi les trois ou quatre heures dont j'estimais avoir besoin pour créer dans de bonnes conditions. J'avais produit en 1999 un court roman, intitulé *Faux mouvement*, mais depuis je désespérais de parvenir à développer un jour les idées que je notais dans un petit carnet noir.

Je vis dans le bonus que me valut ma nomination au Pulitzer un signe de la providence. Grâce à mes habitudes frugales, j'avais mis de côté près de 100 000 dollars, qui, sans même tabler sur d'hypothétiques droits d'auteur, devaient me permettre de subsister un moment à Manhattan. J'avais 33 ans et l'envie d'en découdre avec tous les Roth, Updike et McCarthy de la terre. Je n'étais pas feignant, je ne méprisais aucun genre, j'avais confiance en moi, tout en sachant écouter la critique. Mes années au *Wall Street Journal* avaient rempli leur office : j'avais acquis une solide compréhension des mécanismes économiques et je pouvais pondre, quand le besoin s'en faisait sentir, mes 2 000 mots par jour. Je n'avais plus charge d'âme depuis mon divorce – heureusement sans enfants – d'avec Ann. Bref, c'était l'occasion ou jamais de me consacrer à l'écriture à plein temps. Si je ne la saisisais pas, je savais que je le regretterais toute ma vie.

Mon patron tenta de me retenir : « Tu ne vivras jamais de ta plume. » J'ignorai sa mise en garde. Il avait un appartement dans l'Upper East Side, une maison dans les Adirondacks, une femme et trois gamins à envoyer à la fac ; clairement, nos besoins

n'étaient pas comparables. Il me fit promettre de donner des nouvelles ; je lui répondis, un peu présomptueusement, qu'il en aurait par la *New York Review of Books*.

Pendant un an environ, je vécus dans une transe proche de l'ivresse. Je me réveillais à l'aube et me jetais sur mon texte de la veille. Après l'avoir revu, j'écrivais généralement jusqu'à midi. Quand j'étais content de mon travail, « rien ne pouvait m'atteindre, rien ne pouvait m'arriver, rien n'avait d'importance jusqu'au lendemain, où je recommençais », pour reprendre les termes immortels d'Hemingway. Je marchais dans Central Park, après le déjeuner, en révisant mentalement ma prose du matin. Puis, de retour chez moi, je lisais pendant des heures, un crayon à la main, approfondissant les classiques et comblant mes lacunes en littérature russe, française et allemande. Le soir, je me récompensais avec un film, de préférence l'adaptation d'un roman que je connaissais par cœur, tant il ne faisait pour moi aucun doute que chacun de mes livres serait porté à l'écran.

Quand j'eus terminé la rédaction de *Passager clandestin*, je crus malin d'engager un agent. Un ami de Columbia me suggéra le nom de Lori Jacobson, qui ignora avec tant d'application mes emails et mes appels téléphoniques que je me fis un devoir de la convaincre de me représenter. Elle finit par y consentir, moyennant 15 % de mes revenus, un pourcentage qui me parut exorbitant, mais qu'elle me promit de réviser en fonction du niveau de mes ventes. Après m'avoir fait miroiter Knopf

et Penguin, elle m'annonça triomphalement avoir signé avec Polonius, l'éditeur de *Faux mouvement*. « En restant avec lui, m'expliqua-t-elle, tu t'installas dans la durée et tu te démarques des grosses maisons qui sont des machines à fabriquer des best-sellers. » Inutile de dire que Polonius avait reconduit les mêmes conditions, ne consentant même pas à augmenter mon à-valoir des 15% qui m'auraient permis de réaliser une opération blanche. Mon passage au *Wall Street Journal* m'avait inculqué des connaissances économiques, mais, à l'évidence, pas le sens des affaires.

Ces regrettables péripéties ne m'empêchaient pas de croire dur comme fer au destin de mon livre. *Faux mouvement* avait connu ce qu'il est convenu d'appeler un succès d'estime : quelques billets flatteurs dans des suppléments littéraires, un entrefilet dans la revue de la chaîne de librairies Barnes & Noble, une nomination au prix Young Voice récompensant un auteur débutant. Les ventes, décevantes, n'avaient pas réussi à m'abattre. Les grandes œuvres, après tout, se construisaient dans la durée. À la limite, le public m'avait rendu service en ne me portant pas aux nues dès ma première tentative. « Mais maintenant, ils sont prévenus », pensais-je avec délectation. Tout pouvait aller très vite : mon ex-collègue du *Wall Street Journal* avait déjà reçu les épreuves ; pour peu qu'elle sorte son papier le jour de la publication, le *New York Times* lui emboîterait le pas ; les libraires, toujours à l'affût de bonnes idées, placeraient le livre bien en vue sur les tables ; les blogueurs l'achèteraient

le vendredi, le liraient pendant le week-end (une riche idée que j'avais eue de ne pas dépasser les 300 pages) et en rendraient compte dans la semaine, déclenchant une deuxième vague d'achats, plus nourrie, qui forcerait l'éditeur à réimprimer.

Au bout du compte, *Passager clandestin* se vendit à 1 200 exemplaires, dont 100 que je rachetai à Polonius avant qu'il n'envoie le stock au pilon. Il suscita en tout et pour tout deux articles dans le *Northwest Florida Daily News* (dont l'éditrice jouait au bingo avec ma mère) et dans *Why*, un magazine de Détroit se décrivant comme « post-urbain radical » et dont le titre même semblait choisi pour illustrer la confusion de ses lecteurs. Les critiques, qui avaient salué dans mon premier livre « le coup de maître d'un néophyte, dont on guettera avec impatience les prochaines livraisons », avaient dû identifier de meilleurs poulains dans l'intervalle, car ils n'avaient même pas lu les épreuves que nous leur avions fait parvenir.

Mes opus suivants connurent l'un dans l'autre le même sort. Nous écoulâmes 9 000 exemplaires du *Sosie et son double* et à peine la moitié de *Roman américain*. Un producteur indépendant prit une option sur les droits cinématographiques de *L'usurpateur*, mais se désintéressa du projet quand la star qu'il avait en vue pour le rôle-titre changea abruptement de sexe.

Financièrement, l'équation n'était plus tenable. À raison de 2 dollars par livre, je gagnais 15 000 dollars par an, auxquels venaient s'ajouter quelques rentrées occasionnelles, comme une traduction

en italien ou une sortie en édition de poche. Une fois déduits les 15 % de Lori, il me restait environ 20 000 dollars par an, soit un cinquième à peine de ce que je gagnais au *Wall Street Journal*. J'arrondissais mes fins de mois en effectuant de menus travaux de traduction (depuis le français et l'allemand) ou des recensions pour des revues littéraires à peine moins impécunieuses que moi.

À ce régime, mes économies avaient fondu comme neige au soleil. Je n'avais pas de couverture médicale, je ne cotisais pas pour ma retraite, je n'avais plus les moyens d'inviter une conquête au restaurant, et encore moins ceux de fonder une famille. Bref, je menais cette vie que les poètes nomment la bohème, mais que ceux qui la connaissent de première main appellent plus prosaïquement la dèche.

J'avais bien tenté d'obtenir une revalorisation de mes droits d'auteur. Les écrivains semblent être les seuls acteurs de la chaîne du livre à s'émouvoir de ne toucher qu'un dixième du produit de leur travail. Éditeurs et libraires se partagent le gros des ventes, ne laissant aux auteurs que des piécettes, qu'ils versent de surcroît avec des mois, quand ce ne sont pas des années de retard. Las, quand je tentai de sensibiliser Lori à ma cause, elle me remit vertement à ma place. « Si tu veux gagner plus, ponds des polars à la Patterson, au lieu de tes foutaises pour universitaires constipés. »

En 2013, j'avais quitté Manhattan, la mort dans l'âme, pour m'installer en Floride. À sa mort, ma mère m'avait légué sa maison de Destin, une petite

station balnéaire situé au bord du golfe du Mexique où elle avait pris sa retraite. Le montant du crédit immobilier de son pavillon était inférieur au loyer de mon taudis new-yorkais et les tentations de la vie citadine, raisonnai-je, me seraient épargnées. Bref, il s'agissait de réduire la voilure pendant la pétrole.

À Destin, ma vie était devenue, si c'est possible, encore un peu plus étriquée. Je conduisais une vieille Nissan déglinguée, m'approvisionnais chez le commerçant en gros Costco et différerais mes achats substantiels (par là, j'entends 30 dollars et plus) jusqu'aux soldes de Thanksgiving. J'avais troqué mes rares amis pour la compagnie assommante des habitants de ma résidence et je buvais de la bière deux fois par an, le 4 Juillet et le soir du Super Bowl, toujours aux frais d'un voisin patriote.

J'avais résilié mon abonnement au câble (ou disons, pour être plus honnête, que Cox Communications avait mis fin à notre collaboration) et je passais mes soirées devant Netflix, le seul luxe qui me restât, où je trouvais toujours un film allemand d'avant guerre ou une série mexicaine pour piquer mon imagination.

On l'aura compris, je m'emmerdais copieusement à Destin. Aussi, malgré ce que j'avais pu dire à Lori, attendais-je mon escapade dans le Midwest avec une certaine impatience.

Le lendemain matin, je garai mon tas de ferraille dans un hangar de l'aéroport de Fort Walton, à côté d'une limousine aux vitres teintées, d'où sortit un couple de carte postale. Lui, la cinquantaine, tempes argentées et bronzage olympique, arborait au poignet un chronographe qui avait dû coûter plus d'argent que *Les aventures de Tom Sawyer* n'en avaient jamais rapporté à Mark Twain. Elle, sensiblement plus jeune, perchée sur des stilettos et moulée dans un pantalon en peau de serpent, tenait en laisse un caniche prénommé Kiki. Ils s'engouffrèrent dans un Cessna Citation rutilant, qui les emmènerait à Los Angeles, où Monsieur conférerait doctement avec ses avocats, tandis que Madame dévaliserait les boutiques ou se dorerait la pilule au bord de la piscine de l'hôtel.

Après avoir côtoyé cette population pendant mes années *Wall Street Journal*, j'avais complètement perdu contact avec elle en venant m'installer à Destin. Nous évoluions désormais, elle et moi, dans des univers parallèles, où nous vaquions peu ou prou

aux mêmes tâches – car, après tout, les milliardaires se sustentent, se divertissent et s'accouplent comme les prolétaires – mais selon des modalités radicalement différentes. Je me nourrissais de maïs en boîte, tandis que la maîtresse de Kiki suçait des pinces de homard à la terrasse du Ritz-Carlton ; j'avais le droit d'acheter durant les soldes les articles dont elle n'avait pas voulu en vente privée ; j'enlevais mes chaussures à la sécurité de l'aéroport, on n'inspectait même pas ses bagages. Nos vies se frôlaient constamment, sans jamais se toucher.

Je prouvai ce jour-là que j'étais capable de vivre comme les riches, voire encore mieux qu'eux. Je grimpai avec une décontraction consommée à bord du Gulfstream G650, dont le prix catalogue de 64 millions de dollars ne semblait pas rebuter les acheteurs, à en juger par les trois ans de liste d'attente annoncés par le constructeur. Horacio, le pilote, me salua avec déférence et me remit entre les mains de Natasha.

— Bienvenue à bord, dit la ravissante jeune femme en tailleur-pantalon noir. Je suis à votre disposition pour rendre votre vol agréable. Voulez-vous boire quelque chose avant le décollage ? J'ai pris la liberté de vous préparer un Baileys. Je crois que vous le prenez sec, n'est-ce pas ?

— Mais oui, dis-je, ébahi, comment le savez-vous ?

— J'ai mes sources, répondit-elle d'un air mutin irrésistible. Je sais ainsi que vous avez un faible pour les viennoiseries. J'en ai installé un assortiment à votre place.

Elle me conduisit à un fauteuil en cuir caramel. Après s'être fait un point d'honneur d'attacher ma ceinture en frôlant ma cuisse, elle prit place en face de moi et trempa ses lèvres dans un verre d'eau en attendant le décollage. Avec ma crème de whisky et mes croissants au beurre, je me fis l'effet d'un goinfre.

Le vol dura environ une heure, durant laquelle Natasha s'employa à rafraîchir mon verre aussi souvent que possible. Je n'avais plus l'habitude de boire. Quand une légère euphorie commença à me gagner, je passai à l'eau pétillante. Il y a de meilleurs moments pour être ivre qu'en présence d'une jolie femme ou avant de rencontrer son futur employeur. Je continuai en revanche à me goberger de minipains au chocolat. Après des années d'ascèse, force était de constater que je n'avais rien perdu de mon goût pour les bonnes choses.

Une luxueuse berline m'attendait à l'arrivée. Durant le court trajet jusqu'au siège social de Black, je récapitulai, autant par discipline qu'afin de dissiper les brumes dans mon cerveau, ce que j'avais appris la veille en me documentant sur l'entreprise.

Fils d'un chauffeur routier et d'une femme de ménage, Kenneth Tar¹ était né cinquante-trois ans plus tôt à Germantown, dans la banlieue de Memphis. Septième de neuf enfants, il s'était vu attribuer une bourse par l'Université du Tennessee grâce à ses talents de footballeur américain. Un

1. Dont le nom de famille signifie « goudron » en anglais. (*NdT*)

choc au genou avait cependant rapidement mis un terme à sa carrière de bloqueur défensif. Son diplôme d'électronique en poche, il avait enchaîné les petits boulots – vendeur de voitures d'occasion, déménageur, videur de boîtes de nuit – avant de s'engager dans l'armée au lendemain de l'invasion du Koweït par Saddam Hussein. Après une brève période d'instruction, il avait été déployé en Irak, où il avait reçu une Distinguished Service Cross pour avoir retrouvé, de nuit, son chemin jusqu'à sa base, avec un camarade blessé sur le dos.

La guerre terminée, un businessman de Memphis, lui-même vétéran du Vietnam, avait ouvert au jeune homme les portes du monde des affaires. Il venait d'acquérir, dans l'Alabama, un petit câblo-opérateur en faillite et cherchait un manager terre à terre pour conduire la restructuration à sa place. En moins d'un an, Tar avait remis l'entreprise d'équerre, en faisant preuve d'un pragmatisme et d'un leadership stupéfiants. Il avait vendu la Cadillac de fonction du précédent patron, banni les notes de frais, divisé le nombre de fournisseurs par trois et déprogrammé les chaînes de télévision qui n'acceptaient pas ses nouvelles conditions tarifaires. Quand un fonds d'investissement, appâté par ces taux de rendement improbables, lui avait proposé de rééditer l'exploit avec un acteur plus important, Tar avait posé comme condition qu'on le laisse entrer au capital. « Avec quel argent ? » lui avait demandé, narquois, son interlocuteur. « Avec celui que je vais vous faire gagner », avait répondu Tar, imperturbable.

Avec les millions que lui avait rapportés cette deuxième opération, il avait monté sa propre affaire. De son Tennessee natal, Black Cable Systems Inc. s'était peu à peu étendu, par acquisitions. Tar avait développé une technique infaillible. Il annonçait son arrivée imminente sur un nouveau marché, en promettant aux résidents des remises proportionnelles à la longueur de leur relation avec l'opérateur dominant : les abonnés de fraîche date recevraient 15% de remise, les plus anciens 25%, jusqu'aux clients immémoriaux qui verraient leur facture carrément réduite de moitié. Ces interviews produisaient l'effet d'une bombe : les habitants de la ville exigeaient le même traitement de la part du fournisseur historique, qui avait alors le choix entre laminer ses marges et voir s'envoler ses clients les plus fidèles. Sous peu, les négociations s'engageaient et Black mettait la main sur sa proie, à un prix inimaginable quelques mois plus tôt. Pour finir, le prix des abonnements ne bougeait pas d'un iota.

Ces méthodes de hussard avaient fait de Tar l'homme à abattre au sein de sa profession et un demi-dieu à Wall Street, où Black était coté depuis 2012. Pouvant désormais régler ses emplettes avec ses propres titres, l'entreprise était passée à la vitesse supérieure et rayonnait sur un territoire allant de l'Arizona à la Caroline du Sud et de la Louisiane jusqu'à l'Illinois. Avec ses 20 000 employés, Black était devenu en l'espace d'une génération le cinquième câblo-opérateur du pays. Resté seul maître à bord grâce à un système compliqué de droits de vote double, Tar n'avait pu

« Vlad Eisinger utilise toutes les ficelles
(ou presque) des grands auteurs de noir
et livre un polar désopilant. »

ALEXANDRA SCHWARTZBROD, *LIBÉRATION*

Du rififi à Wall Street

TRADUIT DE L'ANGLAIS (ÉTATS-UNIS) ET PRÉSENTÉ PAR ANTOINE BELLO

Ce roman est le récit autobiographique inachevé de Vlad Eisinger, un ancien journaliste financier qui a tout quitté pour se consacrer à la littérature. En manque de reconnaissance, il est contraint d'écrire la biographie du patron mégalomane d'un géant des télécommunications américain. Ce projet ne peut aboutir et Eisinger se lance alors dans l'écriture d'un nouveau roman. Celui-ci raconte l'histoire d'un écrivain engagé par un magnat du pétrole qui découvre par hasard les pratiques douteuses de ce patron de Wall Street. Mille dangers désormais le guettent, la mort est au coin de chaque rue... Mais Vlad Eisinger n'a-t-il pas pris un risque inconsidéré, en écrivant ce roman ? La réalité dépasse souvent la fiction...

VLAD EISINGER

Vlad Eisinger est un romancier américain né en 1980. *Du rififi à Wall Street* est son septième titre publié et marque sa première incursion dans le genre du roman noir.



VLAD EISINGER
DU RIFI
À WALL STREET

Cette édition électronique du livre
Du rifi à Wall Street de Vlad Eisinger
a été réalisée le 27 novembre 2020
par les Éditions Gallimard.

Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage,
(ISBN : 9782072922121 - Numéro d'édition : 373541).

Code Sodis : U35622 - ISBN : 9782072922268.

Numéro d'édition : 373555.